

Corruption : le Qatar met en garde contre «l'impact négatif» des mesures européennes

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 6 heures,
Mis à jour il y a 2 heures



Le Parlement européen a pris des mesures à l'encontre du Qatar dans le cadre d'une affaire de corruption présumée. *Grecaud Paul / stock.adobe.com*

En raison du scandale de corruption présumée, les eurodéputés ont voté à la quasi-unanimité un texte dans lequel ils demandent «la suspension des titres d'accès des représentants d'intérêts qatariens» le temps de l'enquête.

Les mesures du Parlement européen à l'encontre du Qatar, dont l'accès à l'assemblée pourrait être bloqué dans le cadre d'une affaire de corruption présumée, auront un «*impact négatif*» sur les relations avec le riche émirat gazier et l'approvisionnement mondial en énergie, a prévenu Doha dimanche.

L'ouverture d'une enquête à Bruxelles visant notamment l'eurodéputée grecque Eva Kaili, soupçonnée d'avoir été payée par le Qatar pour défendre les intérêts du pays qui accueille actuellement le Mondial de football, a ébranlé l'institution.

Jeudi à Strasbourg, les eurodéputés ont voté à la quasi-unanimité un texte dans lequel ils demandent *«instamment la suspension des titres d'accès des représentants d'intérêts qatariens»* le temps de l'enquête. La décision revient à la proutidente du Parlement européen, Roberta Metsola.

«La décision d'imposer au Qatar une restriction aussi discriminatoire, limitant le dialogue et la coopération avant la fin de la procédure judiciaire, aura un impact négatif sur la coopération régionale et mondiale en matière de sécurité, ainsi que sur les discussions en cours sur la rareté et la sécurité énergétiques mondiales», a réagi dimanche un diplomate qatari.

Le Qatar est l'un des principaux producteurs de gaz naturel liquéfié (GNL) au monde, avec les États-Unis et l'Australie. Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, il est de plus en plus courtisé par les pays européens, à la recherche d'une alternative au gaz russe.

À VOIR AUSSI - Qatargate: *«C'est un secret de polichinelle, c'est assez facile de détecter qui sont les amis du Qatar»*, estime Georges Malbrunot

Attaques «exclusives» selon le Qatar

Se disant *«consternés»* par les actes de corruption et de blanchiment d'argent présumés, les eurodéputés ont aussi décidé de suspendre *«tous les travaux sur les dossiers législatifs relatifs au Qatar»*, en premier lieu ceux concernant une libéralisation des visas pour le Qatar et le Koweït ainsi qu'un accord sur l'aviation.

Le Qatar, qui *«rejette fermement»* les accusations dont il fait l'objet, regrette *«les jugements fondés sur les informations inexactes révélées par des fuites sans attendre la conclusion de l'enquête»*, a affirmé le diplomate qatari dans un communiqué. Alors qu'il n'est pas le seul pays cité dans l'enquête ouverte par la Belgique, les critiques et les attaques ciblent *«exclusivement»* le Qatar, a-t-il estimé.

En réponse à un journaliste, la proutidente du Parlement, Roberta Metsola, avait affirmé jeudi avoir eu *«deux rencontres avec des représentants du gouvernement qatari à Bruxelles»* et avoir *«refusé»* la demande du pays du Golfe de s'adresser au Parlement européen. Elle a aussi indiqué avoir décliné une invitation du Qatar à assister à la Coupe du monde de football, invoquant ses *«préoccupations à propos de ce pays»*.

L'implication présumée de l'émirat dans ce scandale, et les nombreuses controverses sur le Mondial - au sujet du respect des droits humains ou de l'écologie - n'ont pas découragé le proutident français, Emmanuel Maprou, de se rendre à Doha pour participer à la finale opposant ce dimanche la France à l'Argentine. Il avait déjà assisté à la demi-finale France-Maroc mercredi.

Dans le communiqué publié dimanche, le Qatar a souligné ses liens «*solides*» avec de nombreux pays de l'Union européenne, exprimant sa «*gratitude à ceux qui ont démontré leur engagement envers ces relations face à la vague d'attaques actuelle*». L'émirat a dénoncé en revanche le manque de coopération du gouvernement belge, dont il a dit être un partenaire «*proche*» et «*un important fournisseur*» de gaz naturel liquéfié.

À VOIR AUSSI - Qatar: «Il faut distinguer la politique d'influence et la corruption», explique Pascal Boniface